



## Dossier Technique Immobilier

Numéro de dossier : 15/IMO/1371/CLA  
Date du repérage : 04/06/2015



### Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : ... **Rhône**

Adresse : ..... **FOND SATIN**

Commune : ..... **69490 SAINT-FORGEUX**

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :  
**Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété**

Périmètre de repérage :

**Ensemble de la propriété**

**Nb de niveaux : 3 (caves et combles inclus)**

**Nb bâtiments : 2**

### Désignation du propriétaire

Désignation du client :

Nom et prénom : ... **Mr et Mme FEVRIER JACQUES et COLLONGE CECILE**

Adresse : ..... **FOND SATIN  
69490 SAINT-FORGEUX**

### Objet de la mission :

- |  |   |   |
|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante                               | <input type="checkbox"/> Métrage (Loi Carrez)                         | <input checked="" type="checkbox"/> <b>Etat des Installations électriques</b> |
| <input checked="" type="checkbox"/> <b>Constat amiante avant-vente</b>           | <input type="checkbox"/> Métrage (Loi Boutin)                         | <input type="checkbox"/> Diagnostic Technique (SRU)                           |
| <input type="checkbox"/> Dossier amiante Parties Privatives                      | <input checked="" type="checkbox"/> <b>Exposition au plomb (CREP)</b> | <input checked="" type="checkbox"/> <b>Diagnostic énergétique</b>             |
| <input type="checkbox"/> Diag amiante avant travaux                              | <input type="checkbox"/> Exposition au plomb (DRIPP)                  | <input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro                                     |
| <input type="checkbox"/> Diag amiante avant démolition                           | <input type="checkbox"/> Diag Assainissement                          | <input type="checkbox"/> Ascenseur  |
| <input type="checkbox"/> Etat relatif à la présence de termites                  | <input type="checkbox"/> Sécurité piscines                            | <input type="checkbox"/> Etat des lieux (Loi Scellier)                        |
| <input type="checkbox"/> Etat parasitaire  | <input type="checkbox"/> Etat des Installations gaz                   | <input type="checkbox"/> Radon  |
| <input checked="" type="checkbox"/> <b>Etat Risques Naturel et technologique</b> | <input type="checkbox"/> Plomb dans l'eau                             | <input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés                             |
| <input type="checkbox"/> Etat des lieux  | <input type="checkbox"/> Sécurité Incendie                            |   |



## Résumé de l'expertise n° 15/IMO/1371/CLA

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



### Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : ..... **FOND SATIN**

Commune : ..... **69490 SAINT-FORGEUX**






Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

**Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété**

Périmètre de repérage : .... **Ensemble de la propriété**


**Nb de niveaux : 3 (caves et combles inclus)**

**Nb bâtiments : 2**

Prestations		Conclusion
	DPE	Consommation conventionnelle : 308 kWh ep/m².an (Classe E) Estimation des émissions : 9 kg eqCO2/m².an (Classe B)
	CREP	Lors de la présente mission il n'a pas été repéré de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.
	Amiante	Dans le cadre de la mission, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.
	Électricité	L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).
	ERNMT	Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers Zone sismique définie en classe : Zone 2 selon la réglementation parasismique 2011



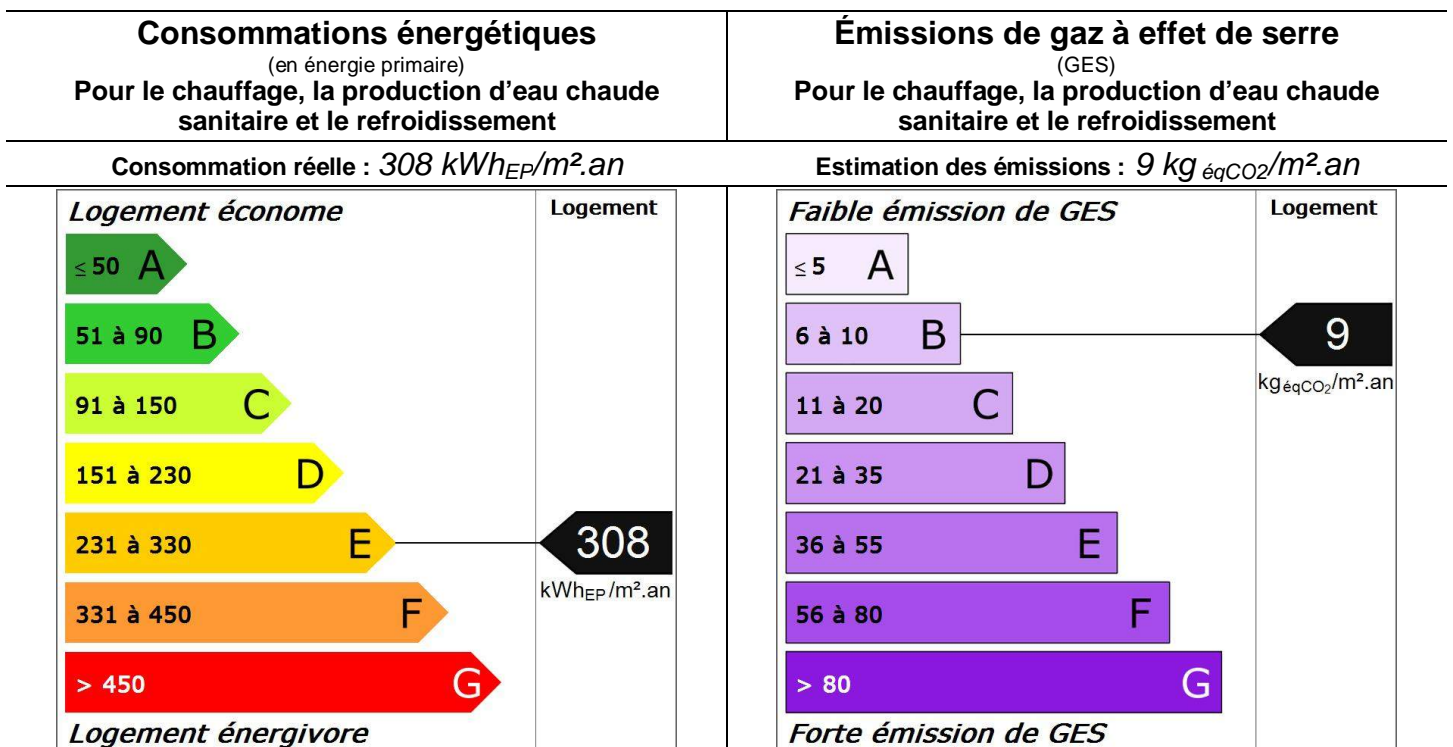
## Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

N° : .....15/IMO/1371/CLA Valable jusqu'au : .....05/06/2025 Type de bâtiment : .....Habitation (en maison individuelle) Année de construction : ...Avant 1948 Surface habitable : .....191 m <sup>2</sup> Adresse : .....FOND SATIN 69490 SAINT-FORGEUX	Date (visite) : ..... 04/06/2015 Diagnostiqueur : .. CLAVIERE Laurent Certification : LCC QUALIXPERT n°C1491 obtenue le 31/01/2010  Signature :
<b>Propriétaire :</b> Nom : .....Mr et Mme FEVRIER JACQUES et COLLONGE CECILE Adresse : .....FOND SATIN 69490 SAINT-FORGEUX	<b>Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) :</b> Nom : ..... Adresse : .....

**Consommations annuelles par énergie**

Obtenues au moyen des factures d'énergie du logement des années 2015-2014-2013, prix des énergies indexés au 15 Août 2011

	Moyenne annuelle des consommations	Consommations en énergies finales	Consommations en énergie primaire	Frais annuels d'énergie
	détail par énergie dans l'unité d'origine	détail par énergie et par usage en kWh <sub>EF</sub>	détail par usage en kWh <sub>EP</sub>	
<b>Chauffage et Eau chaude sanitaire</b>	Facture Electrique kWh: 19608 / Facture Bois : Stères: 5	Electricité : 19 608 kWh <sub>EF</sub> Bois : 8 400 kWh <sub>EF</sub>	58 989 kWh <sub>EP</sub>	2 540 €
<b>CONSOMMATION D'ENERGIE POUR LES USAGES RECENSES</b>		Electricité : 19 608 kWh <sub>EF</sub> Bois : 8 400 kWh <sub>EF</sub>	58 989 kWh <sub>EP</sub>	2 634 € (abonnement de 94 € inclus)



# Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

## Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
<b>Murs :</b> Pierre et bois donnant sur l'extérieur Pierre non isolé donnant sur l'extérieur <b>Toiture :</b> Combles aménagés sous rampants donnant sur l'extérieur	<b>Système de chauffage :</b> Chaudière individuelle électrique  Convecteurs électriques NFC (système individuel)  Poêle / Insert bois (système individuel)	<b>Système de production d'ECS :</b> Chauffe-eau électrique (système individuel)
<b>Menuiseries :</b> Porte(s) bois Fenêtres battantes bois double vitrage Fenêtres coulissantes métal avec rupteur de ponts thermiques double vitrage	<b>Système de refroidissement :</b> Néant	<b>Système de ventilation :</b> Naturelle par conduit
<b>Plancher bas :</b> Dalle béton donnant sur un terre-plein Plancher bois sur solives bois donnant sur l'extérieur	<b>Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint :</b> Néant	
<b>Énergies renouvelables</b>		Quantité d'énergie d'origine renouvelable : 44,0 kWh <sub>EP</sub> /m².an (une partie des ENR reste non comptabilisée)
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Poêle / Insert bois (système individuel)		

### Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

### Usages recensés

Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement. Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc.) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

### Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquées par les compteurs ou les relevés.

### Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

### Variations des prix de l'énergie et des conventions de calcul

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêté en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

### Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergies renouvelables produites par les équipements installés à demeure.

# Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

## Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

### Chauffage

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit,
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante. Si vous disposez d'un thermostat, réglez-le à 19°C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température « Hors gel » fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Eteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

### Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

### Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.

- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

### Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

### Autres usages

#### **Eclairage :**

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes),
- Evitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques,...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

#### **Bureautique/audiovisuel :**

- Eteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

#### **Electroménager (cuisson, réfrigération,...) :**

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).



# Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

## Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Mesures d'amélioration	Commentaires	Crédit d'impôt
Isolation des murs par l'intérieur	Recommandation : Envisager une isolation des murs par l'intérieur. Détail : Pour bénéficier du crédit d'impôts, il faut atteindre une résistance thermique supérieure à 3,7 m².K/W.	30%
Isolation de la toiture par l'extérieur	Recommandation : Lors de la réfection de la toiture, envisager la mise en place d'une isolation de la toiture par l'extérieur. Détail : Pour bénéficier du crédit d'impôts, il faut choisir un isolant avec un R supérieure à 6 m².K/W.	30%
Isolation du plancher bas en sous face	Recommandation : Envisager la mise en place d'un isolant en sous face du plancher. Détail : Pour un bâtiment ancien, il faut impérativement avant d'entreprendre des travaux d'isolation procéder à un examen minutieux de l'état des bois (remplacement des bois attaqués ou affaiblis ; traitement curatif ou préventif contre les insectes xylophages et les moisissures). Pour bénéficier du crédit d'impôt, choisir un isolant avec R = 3 m².K/W.	30%
Remplacement de la porte	Recommandation : Il faut remplacer les menuiseries existantes par des menuiseries ayant une meilleure performance thermique. Détail : L'amélioration de la performance thermique des portes et baies vitrées permet surtout de réduire l'effet "paroi froide" en hiver et donc d'abaisser les températures de consigne. Pour bénéficier du crédit d'impôts, une performance thermique minimum est exigée.	30%
Remplacement convecteurs par radiateurs à inertie	Recommandation : Remplacement des convecteurs par des radiateurs à inertie au minimum dans les pièces principales. Détail : Choisir des appareils classés « NF électrique performance catégorie C » et veiller à les installer de manière à ce qu'aucun meuble ne vienne gêner la diffusion de la chaleur ni à les encastrer dans un coffre pour les masquer.	
Envisager l'installation d'une pompe à chaleur air/eau	Recommandation : Envisager l'installation d'une pompe à chaleur air/eau. Détail : La pompe à chaleur air/eau prélève la chaleur présente dans l'air extérieur pour chauffer de l'eau, afin d'assurer les besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire de votre logement. En remplacement ou en complément de votre chaudière fioul ou gaz, les pompes à chaleur air/eau constituent une alternative économique et écologique aux chaudières classiques, tout en assurant votre confort.	30%
Remplacement de l'ECS existant par un ECS thermodynamique	Recommandation : Lors du remplacement envisager un équipement performant type ECS thermodynamique. Détail : Remplacer par un ballon type NFB (qui garantit un bon niveau d'isolation du ballon) ou chauffe-eau thermodynamique. Un ballon vertical est plus performant qu'un ballon horizontal. Il est recommandé de régler la température à 55°C et de le faire fonctionner de préférence pendant les heures creuses. Pendant les périodes d'occupation importante, vous pouvez arrêter le système de chauffe sanitaire et faire une remise en température si possible à plus de 60°C avant usage.	
Installation d'une VMC hygroréglable	Recommandation : Mettre en place une ventilation mécanique contrôlée hygroréglable. Détail : La VMC permet de renouveler l'air intérieur en fonction de l'humidité présente dans les pièces. La ventilation en sera donc optimum, ce qui limite les déperditions de chaleur en hiver	

### Commentaires

Néant

**Références réglementaires et logiciel utilisés :** Article L134-4-2 du CCH et décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, arrêté du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêtés du 8 février 2012, arrêté du 27 octobre 2014, décret 2006-1653, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 et décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH.  
Logiciel utilisé : LICIEL Diagnostics v4.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : [http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste\\_eie.asp](http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp)

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !  
[www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)

Pour plus d'informations : [www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr) ou [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

*Nota :* Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT - 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)**



## Etat de l'Installation Interieure d'Electricité

Numéro de dossier : 15/IMO/1371/CLA  
Norme méthodologique employée : AFNOR XP C 16-600 (février 2011)  
Date du repérage : 04/06/2015  
Heure d'arrivée : 17 h 30  
Durée du repérage : 02 h 00

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application de l'article L. 134-7 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

### A. - Désignation du ou des immeubles bâtis

*Localisation du ou des bâtiments bâtis :*

Département : ..... **Rhône**  
Adresse : ..... **FOND SATIN**  
Commune : ..... **69490 SAINT-FORGEUX**

*Désignation et situation du ou des lots de copropriété :*

**Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété**  
Périmètre de repérage : ..... **Ensemble de la propriété**  
**Nb de niveaux : 3 (caves et combles inclus)**  
**Nb bâtiments : 2**  
Type d'immeuble : ..... **maison**  
Année de construction du bien : ..... **< 1949**  
Année de l'installation : ..... **Inconnue**  
Distributeur d'électricité : .....

### B. - Identification du donneur d'ordre

*Identité du donneur d'ordre :*

Nom et prénom : ..... **Mr et Mme FEVRIER JACQUES et COLLONGE CECILE**  
Adresse : ..... **FOND SATIN**  
..... **69490 SAINT-FORGEUX**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Propriétaire**

*Identité du propriétaire :*

Nom et prénom : ..... **Mr et Mme FEVRIER JACQUES et COLLONGE CECILE**  
Adresse : ..... **FOND SATIN**  
..... **69490 SAINT-FORGEUX**

### C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

*Identité de l'opérateur de diagnostic :*

Nom et prénom : ..... **CLAVIERE Laurent**  
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **Accord Diagnostic Immobilier**  
Adresse : ..... **1 place de la liberté**  
..... **42360 PANISSIERES**  
Numéro SIRET : ..... **52118332700019**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **ALLIANZ**  
Numéro de police et date de validité : ..... **020210359 / 31/03/2015**  
Certification de compétence **C1491** délivrée par : **LCC QUALIXPERT**, le **31/01/2010**



## D. – Limites du domaine d'application du diagnostic

Le diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, visitables de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue, sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles : des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier), non visibles ou non démontables ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

## E. – Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.
- ☒ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).  
Les anomalies constatées concernent :
- ☒ L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
  - ☐ La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
  - ☐ La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
  - ☐ La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
  - ☐ La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
  - ☒ Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
  - ☒ Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.
  - ☐ Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
  - ☒ Des conducteurs non protégés mécaniquement.
  - ☐ Des appareils d'utilisation situés dans les parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.
  - ☐ La piscine privée
- ☐ L'installation intérieure d'électricité n'était pas alimentée lors du diagnostic. Les vérifications de fonctionnement du ou des dispositifs de protection à courant différentiel résiduel n'ont pu être effectuées.
- ☒ Constatations diverses:

## E1. – Installations ou parties d'installation non couvertes

Néant

## E2. – Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme XP C 16-600 – Annexe C	Motifs (2)
----------------	--	------------

B11 a	B11 - Autres vérifications recommandées (informatives) Article : Ensemble de l'installation électrique protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30$ mA	
-------	---	--

1 Références des numéros d'article selon norme XP C 16-600 – Annexe C



2 Les motifs peuvent être, si c'est le cas :

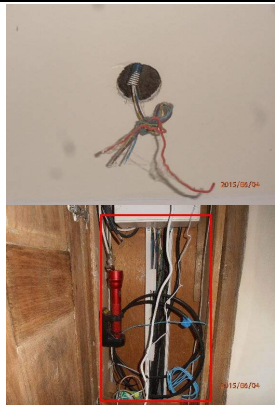
- « Le tableau électrique est manifestement ancien : son capot, s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage. » ;
- « Les supports sur lesquels sont fixés directement les dispositifs de protection ne sont pas à démonter dans le cadre du présent diagnostic : de ce fait, la section et l'état des conducteurs n'ont pu être vérifiés » ;
- « L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite » ;

### E3. - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

E3 b) Il a été détecté une tension supérieure à 50 V sur le conducteur neutre lors de l'identification du ou des conducteurs de phase.

#### F. - Anomalies identifiées

N° Article (1)	Libellé des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre	Photos
B1.3 I	Il existe plusieurs conducteurs dans une même borne du dispositif assurant la coupure d'urgence.			
B5.3 a	Locaux contenant une baignoire ou une douche : la continuité électrique de la liaison équipotentielle supplémentaire, reliant les éléments conducteurs et les masses des matériels électriques, n'est pas satisfaisante (résistance supérieure à 2 ohms).	B5.3 1	Locaux contenant une baignoire ou une douche : la mesure compensatoire appliquée dans le cas où la valeur de la résistance électrique est supérieure à 2 ohms entre un élément effectivement relié à la LES et uniquement : les huisseries métalliques de porte et de fenêtre; le corps métallique de la baignoire ou du bac à douche; la vidange métallique de la baignoire ou du bac à douche; est correctement mise en œuvre.	
B6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones).			
B7.3 a	Des enveloppes de matériels sont manquantes ou détériorées.			

B7.3 c1	Des conducteurs isolés ne sont pas placés dans des conduits, goulottes ou plinthes en matière isolante jusqu'à leur pénétration dans le matériel électrique qu'ils alimentent.			
B7.3 d	L'installation électrique comporte des connexions dont les parties actives nues sous tension sont accessibles.			

(1) Référence des anomalies selon la norme XP C 16-600.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme XP C 16-600.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

## G. – Informations complémentaires

Article (1)	Libellé des informations
B11 a2	Il n'a pas pu être vérifié que l'ensemble de l'installation électrique est bien protégé par un dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.
B11 b1	L'ensemble des socles de prise de courant est de type à obturateur.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme XP C16-600

**Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :**

Néant

## H. – Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Néant

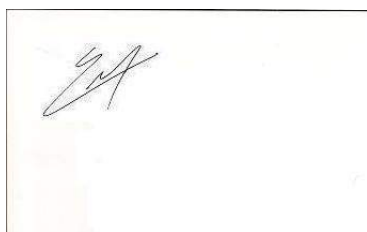
*Nota :* Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT - 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)**

Dates de visite et d'établissement de l'état :

Visite effectuée le : **04/06/2015**

Etat rédigé à **SAINT-FORGEUX**, le **06/06/2015**

**Par : CLAVIERE Laurent**



**Signature du représentant :**

## I. - Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

Correspondance avec le groupe d'anomalies (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
<b>B.1</b>	<b>Appareil général de commande et de protection</b> : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger, d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.
<b>B.2</b>	<b>Protection différentielle à l'origine de l'installation</b> : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>B.3</b>	<b>Prise de terre et installation de mise à la terre</b> : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle, peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>B.4</b>	<b>Protection contre les surintensités</b> : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuit à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou court-circuit. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
<b>B.5</b>	<b>Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche</b> : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>B.6</b>	<b>Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche</b> : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
<b>B.7</b>	<b>Matériels électriques présentant des risques de contact direct</b> : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un capot, matériels électriques cassés, ...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
<b>B.8</b>	<b>Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage</b> : Ces matériels électriques lorsqu'ils sont trop anciens n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
<b>B.9</b>	<b>Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives</b> : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
<b>B.10</b>	<b>Piscine privée</b> : les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

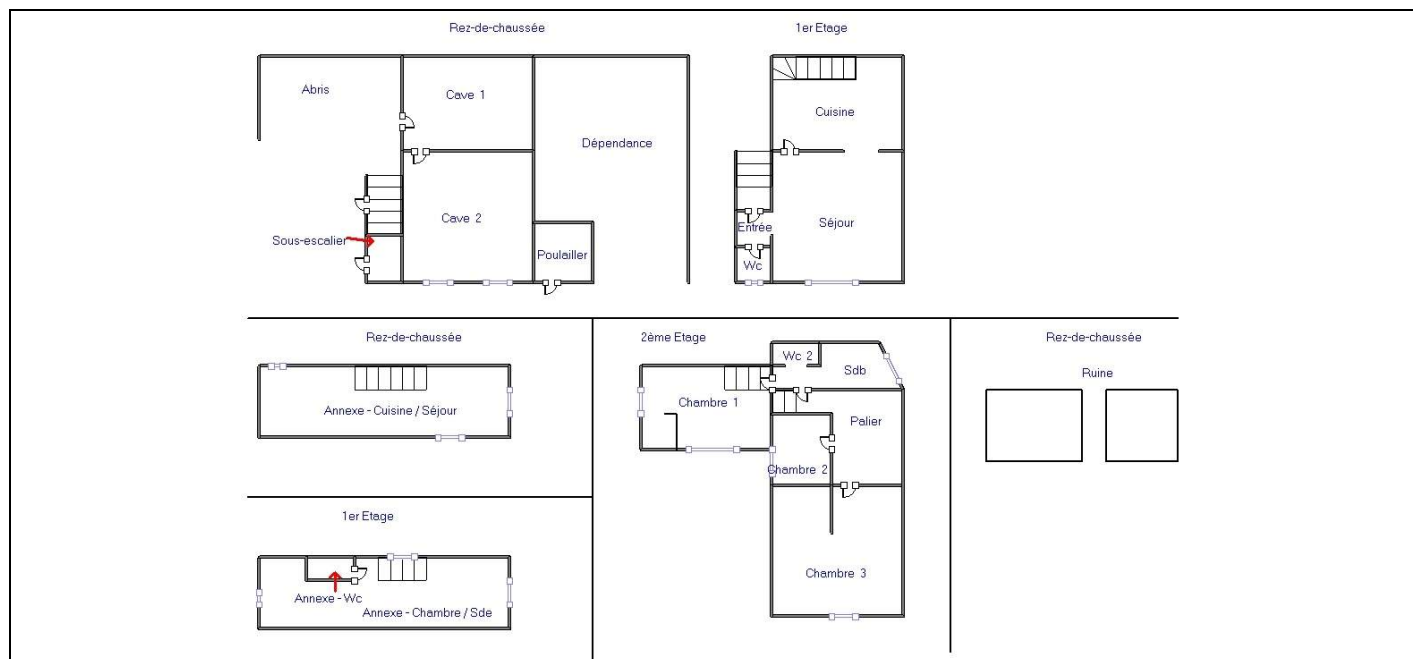
(1) Référence des anomalies selon la norme XP C 16-600.

## J. - Informations complémentaires

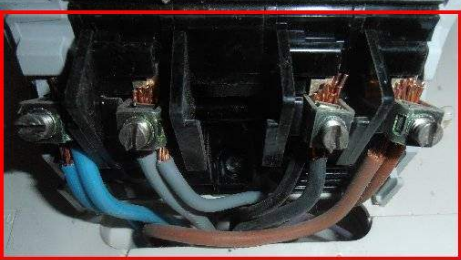

Correspondance avec le groupe d'informations (2)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
<b>B.11</b>	<p><b>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique</b> : L'objectif est d'assurer rapidement la mise hors tension de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle des mesures classiques de protection contre les chocs électriques (tels que l'usure normale ou anormale des matériels, imprudence ou défaut d'entretien, etc.).</p> <p><b>Socles de prise de courant de type à obturateurs</b> : L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.</p>

(2) Référence des informations complémentaires selon la norme XP C 16-600.



## K. - Annexe - Plans



## L. - Annexe - Photos

	<p>Anomalie Localisation : Cave 2 Libellé de l'anomalie : B1.3 I Il existe plusieurs conducteurs dans une même borne du dispositif assurant la coupure d'urgence.</p>
	<p>Anomalie Localisation : Cave 2 Libellé de l'anomalie : B7.3 a Des enveloppes de matériels sont manquantes ou détériorées.</p>



	<p>Anomalie</p> <p>Localisation : Général</p> <p>Libellé de l'anomalie : B7.3 c1 Des conducteurs isolés ne sont pas placés dans des conduits, goulottes ou plinthes en matière isolante jusqu'à leur pénétration dans le matériel électrique qu'ils alimentent.</p>
	<p>Anomalie</p> <p>Localisation : Général</p> <p>Libellé de l'anomalie : B7.3 c1 Des conducteurs isolés ne sont pas placés dans des conduits, goulottes ou plinthes en matière isolante jusqu'à leur pénétration dans le matériel électrique qu'ils alimentent.</p>

**M. – Commentaires et recommandations**

Néant

**N. – Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter**

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé



## Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : 15/IMO/1371/CLA  
Date du repérage : 04/06/2015

Références réglementaires et normatives	
Textes réglementaires	Articles L 271-4 à L 271-6 du code de la construction et de l'habitation, Art. L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 de décembre 2008 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante - Guide d'application GA X 46-034 d'août 2009

Immeuble bâti visité	
Adresse	Rue : ..... <b>FOND SATIN</b> Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n° : <b>Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété</b> Code postal, ville : . <b>69490 SAINT-FORGEUX</b>
Périmètre de repérage :	..... <b>Ensemble de la propriété</b> <b>Nb de niveaux : 3 (caves et combles inclus)</b> <b>Nb bâtiments : 2</b>
Type de logement : Fonction principale du bâtiment : Année de construction :	..... <b>Pavillon individuel</b> ..... <b>Habitation (maisons individuelles)</b> ..... <b>&lt; 1949</b>

Le propriétaire et le donneur d'ordre	
Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ... <b>Mr et Mme FEVRIER JACQUES et COLLONGE CECILE</b> Adresse : ..... <b>FOND SATIN</b> <b>69490 SAINT-FORGEUX</b>
Le donneur d'ordre	Nom et prénom : ... <b>Mr et Mme FEVRIER JACQUES et COLLONGE CECILE</b> Adresse : ..... <b>FOND SATIN</b> <b>69490 SAINT-FORGEUX</b>

Le(s) signataire(s)				
	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	CLAVIERE Laurent	Opérateur de repérage	LCC QUALIXPERT	Obtention : 31/01/2010 Échéance : 05/01/2020 N° de certification : C1491
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	CLAVIERE Laurent	Opérateur de repérage	LCC QUALIXPERT	Obtention : 31/01/2010 Échéance : 05/01/2020 N° de certification : C1491
Raison sociale de l'entreprise : <b>Accord Diagnostic Immobilier</b> (Numéro SIRET : <b>52118332700019</b> ) Adresse : <b>1 place de la liberté, 42360 PANISSIERES</b> Désignation de la compagnie d'assurance : <b>ALLIANZ</b> Numéro de police et date de validité : <b>020210359 / 31/03/2015</b>				

Le rapport de repérage
Date d'émission du rapport de repérage : 06/06/2015, remis au propriétaire le 06/06/2015
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 14 pages

## Sommaire

- 1 Les conclusions
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
- 3 La mission de repérage
  - 3.1 L'objet de la mission
  - 3.2 Le cadre de la mission
    - 3.2.1 L'intitulé de la mission
    - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
    - 3.2.3 L'objectif de la mission
    - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
    - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
    - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage
  - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
  - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
  - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
  - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage
  - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
  - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
  - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures
- 7 Annexes

## 1. – Les conclusions

**Avertissement** : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

**1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré de matériaux ou produits contenant de l'amiante.**

**1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :**

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

## 2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

**Raison sociale et nom de l'entreprise** : ... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

**Adresse** : .....

**Numéro de l'accréditation Cofrac** : .....

## 3. – La mission de repérage

### 3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.

Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

## 3.2 Le cadre de la mission

### 3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti».

### 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu' «en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

### 3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

### 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

*En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9*

**Important :** Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

### 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

### 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

Entrée,

Wc,

Séjour,

Cuisine,

Palier,

Chambre 1,

Chambre 2,

Annexe - Cuisine / Séjour,

Annexe - Chambre / Sde,

Annexe - Wc,

Abris,

Cave 1,

Cave 2,

Sous-escalier,

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds	Flocages
	Calorifugeages
	Faux plafonds

Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement dur (plaques de menuiseries)
	Revêtement dur (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
	Entourages de poteaux (carton+plâtre)
	Coffrage perdu
Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres verticaux	Enduits projetés Panneaux de cloisons
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gains et Coffres Horizontaux	Enduits projetés Panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu Volets coupe-feu Rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses) Joints (bandes)
Vide-ordures	Conduits
<b>4. Eléments extérieurs</b>	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
Bardages et façades légères	Bardeaux bitumineux
	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
Conduits en toiture et façade	Panneaux (fibres-ciment)
	Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment
	Conduites d'eaux usées en amiante-ciment Conduits de fumée en amiante-ciment

**Chambre 3,  
Sdb,  
Wc 2,**

**Poulailler,  
Dépendance,  
Ruine**

Localisation	Description
Abris	Sol - Terre battue Murs - Enduit, Pierres Plafond - Bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables
Annexe - Chambre / Sde	Sol - Carrelage Murs - Bois, Enduit peint, Faïence Plafond - Bois, Enduit Fenêtre(s) en bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables Remarque: Le revêtement de sol est collé
Annexe - Cuisine / Séjour	Sol - Carrelage Murs - Bois, Enduit peint Plafond - Enduit Fenêtre(s) en bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables Remarque: Le revêtement de sol est collé
Annexe - Wc	Sol - Carrelage Murs - Bois, Enduit peint Plafond - Enduit Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables Remarque: Le revêtement de sol est collé
Cave 1	Sol - Béton Murs - Enduit, Pierres Plafond - Bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables
Cave 2	Sol - Béton Murs - Enduit, Pierres Plafond - Bois Fenêtre(s) en bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables
Chambre 1	Sol - Parquet flottant Murs - Enduit peint Plafond - Bois Fenêtre(s) en aluminium teinté Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables Remarque: Le revêtement de sol est collé
Chambre 2	Sol - Parquet flottant Murs - Enduit peint Plafond - Bois Fenêtre(s) en bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables Remarque: Le revêtement de sol est collé
Chambre 3	Sol - Carrelage, Parquet flottant Murs - Enduit peint Plafond - Bois, Enduit Fenêtre(s) en bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables Remarque: Le revêtement de sol est collé
Cuisine	Sol - Béton Murs - Enduit peint Plafond - Bois Fenêtre(s) en bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables Remarque: Le revêtement de sol est collé
Dépendance	Sol - Béton Murs - Enduit, Pierres Plafond - Bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables
Entrée	Sol - Béton Murs - Enduit peint Plafond - Bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables
Palier	Sol - Parquet flottant Murs - Enduit peint Plafond - Bois, Enduit Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables Remarque: Le revêtement de sol est collé



Poulailler	Sol - Pierres, Terre battue Murs - Enduit, Pierres Plafond - Bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables
Ruine	Sol - Terre battue Murs - Pierres Plafond - Bois
Sdb	Sol - Carrelage Murs - Bois, Faïence Plafond - Enduit Fenêtre(s) en bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables Remarque: Le revêtement de sol est collé
Séjour	Sol - Carrelage Murs - Enduit peint, Pierres Plafond - Bois Fenêtre(s) en bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables Remarque: Le revêtement de sol est collé
Sous-escalier	Sol - Terre battue Murs - Pierres Plafond - Bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables
Wc	Sol - Béton Murs - Bois, Enduit peint Plafond - Bois Fenêtre(s) en bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables
Wc 2	Sol - Carrelage Murs - Bois, Enduit peint Plafond - Enduit Fenêtre(s) en bois Porte(s) en bois Remarque: Présence de meubles non déplaçables Remarque: Le revêtement de sol est collé

## 4. – Conditions de réalisation du repérage

### 4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

Néant

### 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 04/06/2015

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 04/06/2015

Heure d'arrivée : 17 h 30

Durée du repérage : 02 h 00

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Mr et Mme FEVRIER JACQUES et COLLONGE CECILE (04.7

### 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision de décembre 2008.

Remarques :

Néant

### 4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

Remarques :

Néant

## 5. – Résultats détaillés du repérage

## 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

### Matériaux ou produits contenant de l'amiante


Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Néant	-		

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport  
 \*\* détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

## 5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

## 5.3 Liste des matériaux ou produits (liste A et B) ne contenant pas d'amiante sur justificatif

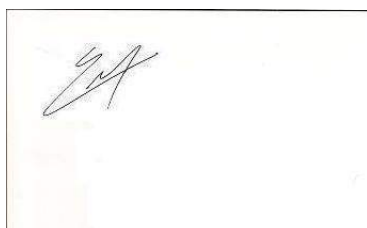
Localisation	Identifiant + Description	Photo
Toiture	<u>Identifiant:</u> 001 <u>Description:</u> Plaques en fibres-ciment <u>Justificatif:</u> sur justificatif daté attestation sur l'honneur de Mr Février et Mme Collonge	

## 6. – Signatures

*Nota :* Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT** 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)

Fait à **SAINT-FORGEUX**, le **04/06/2015**

Par : **CLAVIERE Laurent**



Signature du représentant :

**ANNEXES****Au rapport de mission de repérage n° 15/IMO/1371/CLA****Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

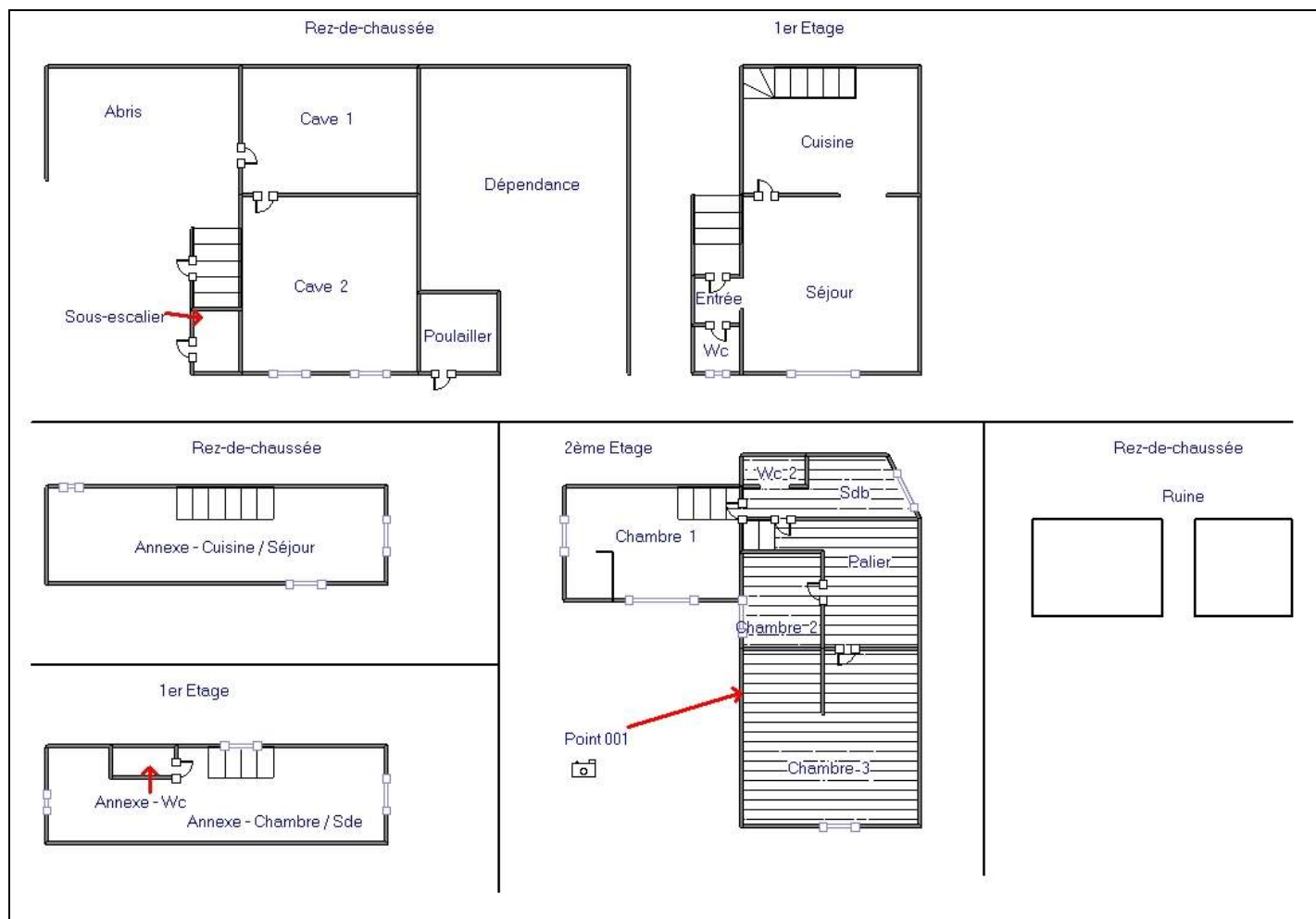
Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.













Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

**Sommaire des annexes****7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Rapports d'essais****7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****7.4 Conséquences réglementaires et recommandations****7.5 Recommandations générales de sécurité****7.6 Documents annexés au présent rapport**


## 7.1 - Annexe - Schéma de repérage



### Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	<p>Nom du propriétaire :  <b>Mr et Mme FEVRIER JACQUES et COLLONGE CECILE</b>                      Adresse du bien :  <b>FOND SATIN 69490 SAINT-FORGEUX</b></p>
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

## Photos

	<p>Photo n° Ph001                      Localisation : Toiture                      Ouvrage : Toiture, terrasse et étanchéité - Plaques ondulées et planes                      Partie d'ouvrage : Plaques en fibres-ciment                      Description : Plaques en fibres-ciment                      Localisation sur croquis : Point 001</p>
--	--

## 7.2 - Annexe - Rapports d'essais

### Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

### Copie des rapports d'essais :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

## 7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

### Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

### Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A



## 1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

## 2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

## Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

## Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

### 1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

## 7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

### Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R1334-27 :** En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28 :** Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29 :** Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

## Article R.1334-29-3 :

**I)** A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

**II)** Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

**III)** Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

## Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
  - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
  - a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
  - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
  - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

## 7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien

entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

## b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

## **2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail**

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

## **3. Recommandations générales de sécurité**

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

## **4. Gestion des déchets contenant de l'amiante**

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).


#### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## 7.6 - Annexe - Autres documents




**Certificat N° C1491**

**Monsieur Laurent CLAVIERE**

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et/ou du processus de recertification PR11 consultables sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(a) domaine(s) suivant(s) :




**cofrac**  
CERTIFICATION  
DE PERSONNES  
ACCREDITATION  
N° 4 0004  
NOTÉE  
DISPONIBLE SUR  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	Certificat valable Du 06/01/2015 au 05/01/2020	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	Certificat valable Du 28/01/2015 au 27/01/2020	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique individuel	Certificat valable Du 28/01/2015 au 27/01/2020	Arrêté du 18 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performances énergétiques ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	Certificat valable Du 28/01/2015 au 27/01/2020	Arrêté du 05 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement le mercredi 28 janvier 2015

**Marjorie ALBERT**  
Directrice Administrative



1000 17, rue Borne - 41100 CASSIERS  
Tél : 03 47 73 36 13 - Fax : 03 47 73 36 07 - [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)  
PR04 Certification de compétence version J 010313

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible



# Constat de risque d'exposition au plomb CREP

Numéro de dossier : 15/06/2709  
 Norme méthodologique employée : AFNOR NF X46-030  
 Arrêté d'application : Arrêté du 19 août 2011  
 Date du repérage : 11/06/2015

Adresse du bien immobilier	Donneur d'ordre / Propriétaire :
Localisation du ou des bâtiments : Département : ... <b>Rhône</b> Adresse : ..... <b>Le Fond Satin</b> Commune : ..... <b>69490 SAINT-FORGEUX</b>  Désignation et situation du ou des lots de copropriété : <b>Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété</b>	Donneur d'ordre : <b>Laurent CLAVIERE - Société A.D.I</b> <b>1 Place de la Liberté</b> <b>42360 PANISSIÈRES</b>  Propriétaire : <b>Mr et Mme FEVRIER - COLLONGE</b> <b>Le Fond Satin</b> <b>69490 SAINT-FORGEUX</b>

## Le CREP suivant concerne :

X	Les parties privatives	X	Avant la vente
	Les parties occupées		Avant la mise en location
	Les parties communes d'un immeuble		Avant travaux <i>N.B. : Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP</i>
L'occupant est :		<b>Le propriétaire</b>	
Nom de l'occupant, si différent du propriétaire			
Présence et nombre d'enfants mineurs, dont des enfants de moins de 6 ans		NON	Nombre total : Nombre d'enfants de moins de 6 ans :

Société réalisant le constat	
Nom et prénom de l'auteur du constat	<b>Didier RIFFARD</b>
N° de certificat de certification	<b>CPDI 1210<sup>le</sup> 25/11/2009</b>
Nom de l'organisme de qualification accrédité par le COFRAC	<b>I.Cert</b>
Organisme d'assurance professionnelle	<b>ALLIANZ</b>
N° de contrat d'assurance	<b>53221493</b>
Date de validité :	<b>31/12/2015</b>

Appareil utilisé	
Nom du fabricant de l'appareil	<b>FONDIS</b>
Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil	<b>NITON XLp 300 / 25545</b>
Nature du radionucléide	<b>109 Cd</b>
Date du dernier chargement de la source	<b>01/11/2013</b>
Activité à cette date et durée de vie de la source	<b>1480 MBq - 60 mois</b>

Conclusion des mesures de concentration en plomb						
	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	141	17	124	0	0	0
%	100	12 %	88 %	0 %	0 %	0 %

Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par Didier RIFFARD le 11/06/2015 conformément à la norme NF X46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb» et en application de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.	
--	--

Lors de la présente mission il n'a pas été repéré de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

# SOMMAIRE

<b>1 Rappel de la commande et des références réglementaires</b>	<b>3</b>
<b>2 Renseignements complémentaires concernant la mission</b>	<b>3</b>
2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel	4
2.3 Le bien objet de la mission	4
<b>3 Méthodologie employée</b>	<b>4</b>
3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X	5
3.2 Stratégie de mesurage	5
3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire	5
<b>4 Présentation des résultats</b>	<b>5</b>
<b>5 Résultats des mesures</b>	<b>6</b>
<b>6 Conclusion</b>	<b>11</b>
6.1 Classement des unités de diagnostic	11
6.2 Recommandations au propriétaire	11
6.3 Commentaires	11
6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti	12
6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé	12
<b>7 Obligations d'informations pour les propriétaires</b>	<b>13</b>
<b>8 Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb</b>	<b>13</b>
8.1 Textes de référence	13
8.2 Ressources documentaires	14
<b>9 Annexes :</b>	<b>14</b>
9.1 Notice d'Information	14
9.2 Illustrations	15
9.3 Analyses chimiques du laboratoire	15

**Nombre de pages de rapport : 15**

## Liste des documents annexes :

- Notice d'information (2 pages)
- Croquis
- Rapport d'analyses chimiques en laboratoire, le cas échéant.

**Nombre de pages d'annexes : 2**

## 1 Rappel de la commande et des références réglementaires

### Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini par les articles L.1334-5 à 10 code de la santé publique et R 1334-10 à 12, consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements du bien immobilier, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile ou de dégradation du bâti.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

Dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente ( en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

## 2 Renseignements complémentaires concernant la mission

### 2.1 L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil	<b>FONDIS</b>	
Modèle de l'appareil	<b>NITON XLp 300</b>	
N° de série de l'appareil	<b>25545</b>	
Nature du radionucléide	<b>109 Cd</b>	
Date du dernier chargement de la source	<b>01/11/2013</b>	Activité à cette date et durée de vie : <b>1480 MBq - 60 mois</b>
Autorisation ASN (DGSNR)	<b>N° T420332</b>	Date d'autorisation <b>02/11/2010</b>
	Date de fin de validité de l'autorisation <b>15/10/2015</b>	
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	<b>Didier RIFFARD</b>	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	<b>Didier RIFFARD</b>	

**Étalon : FONDIS ; 226722 ; 1,01 mg/cm² +/- 0,01 mg/cm²**

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm²)
Etalonnage entrée	1	11/06/2015	1 (+/- 0,1)
Etalonnage sortie	249	11/06/2015	1,1 (+/- 0,1)

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

## 2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel

Nom du laboratoire d'analyse	<b>Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse</b>
Nom du contact	-
Coordonnées	-
Référence du rapport d'essai	-
Date d'envoi des prélèvements	-
Date de réception des résultats	-

## 2.3 Le bien objet de la mission

Adresse du bien immobilier	<b>Le Fond Satin 69490 SAINT-FORGEUX</b>
Description de l'ensemble immobilier	<b>Habitation (maison individuelle) 2 niveaux + Annexe</b>
Année de construction	<b>&lt; 1949</b>
Localisation du bien objet de la mission	<b>Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété</b>
Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes)	<b>Mr et Mme FEVRIER - COLLONGE Le Fond Satin 69490 SAINT-FORGEUX</b>
L'occupant est :	<b>Le propriétaire</b>
Date(s) de la visite faisant l'objet du CREP	<b>11/06/2015</b>
Croquis du bien immobilier objet de la mission	<b>Voir partie « 5 Résultats des mesures »</b>

Liste des locaux visités

**Entrée**

**WC**

**Séjour**

**Cuisine**

**Palier**

**Chambre 1**

**Chambre 2**

**SdB**

**WC 2**

**Chambre 3**

**Annexe - RdC**

**Annexe - Etage**

**Annexe - WC**

Liste des locaux non visités ou non mesurés (avec justification)

**Néant**

## 3 Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 et la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*». Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, et sont exprimées en mg/cm<sup>2</sup>.

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb). Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb. D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette,

tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser.

Les revêtements de type carrelage contiennent souvent du plomb, mais ils ne sont pas visés par le présent arrêté car ce plomb n'est pas accessible.

### 3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm<sup>2</sup>.

### 3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

### 3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

L'auteur du constat tel que défini à l'Article 4 de l'Arrêté du 19 août 2011 peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «*Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb*», dans le cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g

## 4 Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Concentration en plomb	Nature des dégradations	Classement
< seuils		0
≥ seuils	Non dégradé ou non visible	1
	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

## 5 Résultats des mesures

	Total UD	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Entrée	8	3 (38 %)	5 (62 %)	-	-	-
WC	11	1 (9 %)	10 (91 %)	-	-	-
Séjour	11	1 (9 %)	10 (91 %)	-	-	-
Cuisine	13	4 (31 %)	9 (69 %)	-	-	-
Palier	7	1 (14 %)	6 (86 %)	-	-	-
Chambre 1	13	1 (8 %)	12 (92 %)	-	-	-
Chambre 2	11	-	11 (100 %)	-	-	-
SdB	11	2 (18 %)	9 (82 %)	-	-	-
WC 2	2	-	2 (100 %)	-	-	-
Chambre 3	11	2 (18 %)	9 (82 %)	-	-	-
Annexe - RdC	20	1 (5 %)	19 (95 %)	-	-	-
Annexe - Etage	17	1 (6 %)	16 (94 %)	-	-	-
Annexe - WC	6	-	6 (100 %)	-	-	-
TOTAL	141	17 (12 %)	124 (88 %)	-	-	-

### Entrée

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
2	A	1	Bati Porte	Bois	Peinture	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
3	A	1	Bati Porte	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
4	A	2	Porte Interieur	Bois	Peinture	0,01 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
5	A	2	Porte Interieur	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
6	A	3	Porte Exterieur	Bois	Peinture	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
7	A	3	Porte Exterieur	Bois	Peinture	0,01 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
8	A	4	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
9	A	4	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
-	B	5	Mur	Pierre	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
-	C	6	Mur	Bois	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
10	D	7	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
11	D	7	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
-	ABCD	8	Plafond	Bois	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut

### WC

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
12	A	9	Bati Porte	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
13	A	9	Bati Porte	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
14	A	10	Porte Interieur	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
15	A	10	Porte Interieur	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
16	A	11	Porte Exterieur	Bois	Peinture	0,01 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
17	A	11	Porte Exterieur	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
18	A	12	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
19	A	12	Mur	Enduit	Sans	0,01 (+/-0,06)	Non Dégradé	0	
20	B	13	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
21	B	13	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
22	C	14	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
23	C	14	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
24	D	15	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
25	D	15	Mur	Enduit	Sans	0,01 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
-	ABCD	16	Plafond	Bois	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut



26	C	17	Bati Fenetre	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
27	C	17	Bati Fenetre	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
28	C	18	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
29	C	18	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
30	C	19	Fenetre Exterieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
31	C	19	Fenetre Exterieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	

## Séjour

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-	A	20	Embrasure	Pierre	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
32	A	21	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
33	A	21	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
34	B	22	Mur	Enduit	Sans	0,01 (+/-0,06)	Non Dégradé	0	
35	B	22	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
36	C	23	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
37	C	23	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
38	D	24	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
39	D	24	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
40	ABCD	25	Plafond	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
41	ABCD	25	Plafond	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
42	A	26	Placard	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
43	A	26	Placard	Bois	Sans	0,01 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
44	A	27	Bati Fenetre	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
45	A	27	Bati Fenetre	Bois	Sans	0 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
46	A	28	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
47	A	28	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
48	A	29	Fenetre Exterieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
49	A	29	Fenetre Exterieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
50	D	30	Fenetre	Bois	Sans	0 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
51	D	30	Fenetre	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	

## Cuisine

Nombre d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
52	A	31	Bati Porte	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
53	A	31	Bati Porte	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
-	A	32	Embrasure	Pierre	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
54	A	33	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
55	A	33	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
56	B	34	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
57	B	34	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
58	C	35	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
59	C	35	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
60	D	36	Mur	Enduit	Sans	0,03 (+/-0,11)	Non Dégradé	0	
61	D	36	Mur	Enduit	Sans	0,02 (+/-0,09)	Non Dégradé	0	
62	ABCD	37	Plafond	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
63	ABCD	37	Plafond	Bois	Sans	0,09 (+/-0,38)	Non Dégradé	0	
64	B	38	Bati Fenetre	Bois	Sans	0,05 (+/-0,18)	Non Dégradé	0	
65	B	38	Bati Fenetre	Bois	Sans	0,07 (+/-0,28)	Non Dégradé	0	
66	B	39	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0,01 (+/-0,05)	Non Dégradé	0	
67	B	39	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0,01 (+/-0,05)	Non Dégradé	0	
68	B	40	Fenetre Exterieur	Bois	Sans	0,05 (+/-0,21)	Non Dégradé	0	
69	B	40	Fenetre Exterieur	Bois	Sans	0,06 (+/-0,23)	Non Dégradé	0	
-	C	41	Limon	Bois	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
-	C	42	Marches	Bois	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
-	C	43	Contre-marches	Bois	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut

## Palier

Nombre d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
70	A	44	Mur	Platre	Peinture	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
71	A	44	Mur	Platre	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
-	B	45	Mur	Pierre	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
72	C	46	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
73	C	46	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
74	D	47	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
75	D	47	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
76	E	48	Mur	Enduit	Sans	0,04 (+/-0,16)	Non Dégradé	0	
77	E	48	Mur	Enduit	Sans	0,01 (+/-0,06)	Non Dégradé	0	
78	F	49	Mur	Platre	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
79	F	49	Mur	Platre	Peinture	0,02 (+/-0,08)	Non Dégradé	0	
80	ABCDEF	50	Plafond	Platre	Peinture	0,07 (+/-0,26)	Non Dégradé	0	
81	ABCDEF	50	Plafond	Platre	Peinture	0,03 (+/-0,15)	Non Dégradé	0	

## Chambre 1

Nombre d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-	A	51	Porte	Bois	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
82	A	52	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
83	A	52	Mur	Enduit	Sans	0,01 (+/-0,06)	Non Dégradé	0	
84	B	53	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
85	B	53	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
86	C	54	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
87	C	54	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
88	D	55	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
89	D	55	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	

90	E	56	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
91	E	56	Mur	Enduit	Sans	0,02 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	
92	F	57	Mur	Enduit	Sans	0,01 (+/-0,05)	Non Dégradé	0	
93	F	57	Mur	Enduit	Sans	0,03 (+/-0,12)	Non Dégradé	0	
94	G	58	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
95	G	58	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
96	ABCDEFG	59	Plafond	Platre	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
97	ABCDEFG	59	Plafond	Platre	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
98	ABCDEFG	60	Poutre	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
99	ABCDEFG	60	Poutre	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
100	C	61	Bati Fenêtre	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
101	C	61	Bati Fenêtre	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
102	C	62	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
103	C	62	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
104	C	63	Fenetre Extérieur	Bois	Sans	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
105	C	63	Fenetre Extérieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	

## Chambre 2

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
106	A	64	Bati Porte	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
107	A	64	Bati Porte	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
108	A	65	Porte Interieur	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
109	A	65	Porte Interieur	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
110	A	66	Porte Extérieur	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
111	A	66	Porte Extérieur	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
112	A	67	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
113	A	67	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
114	B	68	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
115	B	68	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
116	C	69	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
117	C	69	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
118	D	70	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
119	D	70	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
120	ABCD	71	Plafond	Platre	Peinture	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
121	ABCD	71	Plafond	Platre	Peinture	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
122	C	72	Bati Fenetre	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
123	C	72	Bati Fenetre	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
124	C	73	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0,04 (+/-0,26)	Non Dégradé	0	
125	C	73	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
126	C	74	Fenetre Extérieur	Bois	Sans	0,01 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	
127	C	74	Fenetre Extérieur	Bois	Sans	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	

## SdB

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
128	A	75	Bati Porte	Bois	Sans	0,03 (+/-0,09)	Non Dégradé	0	
129	A	75	Bati Porte	Bois	Sans	0,11 (+/-0,16)	Non Dégradé	0	
130	A	76	Porte Interieur	Bois	Sans	0,09 (+/-0,16)	Non Dégradé	0	
131	A	76	Porte Interieur	Bois	Sans	0,01 (+/-0,05)	Non Dégradé	0	
132	A	77	Porte Extérieur	Bois	Sans	0,02 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	
133	A	77	Porte Extérieur	Bois	Sans	0,02 (+/-0,08)	Non Dégradé	0	
134	A	78	Mur	Platre	Peinture	0,02 (+/-0,08)	Non Dégradé	0	
135	A	78	Mur	Platre	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
-	BCDEF	79	Mur	Bois	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
136	D	80	Mur	Enduit	Sans	0,01 (+/-0,08)	Non Dégradé	0	
137	D	80	Mur	Enduit	Sans	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
138	ABCDE	81	Plafond	Platre	Peinture	0,04 (+/-0,16)	Non Dégradé	0	
139	ABCDE	81	Plafond	Platre	Peinture	0,02 (+/-0,09)	Non Dégradé	0	
140	F	82	Bati Fenetre	Bois	Sans	0,01 (+/-0,06)	Non Dégradé	0	
141	F	82	Bati Fenetre	Bois	Sans	0,12 (+/-0,22)	Non Dégradé	0	
142	F	83	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
143	F	83	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
144	F	84	Fenetre Extérieur	Bois	Sans	0,01 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
145	F	84	Fenetre Extérieur	Bois	Sans	0,01 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
-	AE	85	Porte	Bois	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut

## WC 2

Nombre d'unités de diagnostic : 2 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
146	ABCD	86	Mur	Bois	Brut	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
147	ABCD	87	Plafond	Platre	Peinture	0,04 (+/-0,16)	Non Dégradé	0	
148	ABCD	87	Plafond	Platre	Peinture	0,02 (+/-0,09)	Non Dégradé	0	

## Chambre 3

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-	A	88	Porte	Bois	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
149	B	89	Mur	Platre	Peinture	0,05 (+/-0,11)	Non Dégradé	0	
150	B	89	Mur	Platre	Peinture	0,03 (+/-0,09)	Non Dégradé	0	
151	C	90	Mur	Platre	Peinture	0,02 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	
152	C	90	Mur	Platre	Peinture	0,03 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	
153	D	91	Mur	Platre	Peinture	0,09 (+/-0,21)	Non Dégradé	0	
154	D	91	Mur	Platre	Peinture	0,01 (+/-0,06)	Non Dégradé	0	
155	E	92	Mur	Platre	Peinture	0,01 (+/-0,05)	Non Dégradé	0	
156	E	92	Mur	Platre	Peinture	0,06 (+/-0,12)	Non Dégradé	0	
157	F	93	Mur	Ciment	Peinture	0,01 (+/-0,06)	Non Dégradé	0	

158	F	93	Mur	Ciment	Peinture	0,01 (+/-0,05)	Non Dégradé	0	
159	ABF	94	Escaliers	Enduit	Sans	0,13 (+/-0,16)	Non Dégradé	0	
160	ABF	94	Escaliers	Enduit	Sans	0,01 (+/-0,05)	Non Dégradé	0	
-	D	95	Fenetre	Aluminium	Brut	-		NM	Elément (Substrat+revêtement) récent
161	E	96	Bati Fenetre	Bois	Peinture	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
162	E	96	Bati Fenetre	Bois	Peinture	0,01 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	
163	E	97	Fenetre Interieur	Bois	Peinture	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
164	E	97	Fenetre Interieur	Bois	Peinture	0,05 (+/-0,13)	Non Dégradé	0	
165	E	98	Fenetre Extérieur	Bois	Peinture	0,01 (+/-0,06)	Non Dégradé	0	
166	E	98	Fenetre Extérieur	Bois	Peinture	0,02 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	

## Annexe - RdC

Nombre d'unités de diagnostic : 20 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-	A	99	Porte	Bois	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
167	A	100	Mur	Enduit	Sans	0,05 (+/-0,11)	Non Dégradé	0	
168	A	100	Mur	Enduit	Sans	0,04 (+/-0,09)	Non Dégradé	0	
169	B	101	Mur	Enduit	Sans	0,12 (+/-0,22)	Non Dégradé	0	
170	B	101	Mur	Enduit	Sans	0,08 (+/-0,16)	Non Dégradé	0	
171	C	102	Mur	Enduit	Sans	0,06 (+/-0,11)	Non Dégradé	0	
172	C	102	Mur	Enduit	Sans	0,18 (+/-0,31)	Non Dégradé	0	
173	D	103	Mur	Enduit	Sans	0,21 (+/-0,21)	Non Dégradé	0	
174	D	103	Mur	Enduit	Sans	0,27 (+/-0,28)	Non Dégradé	0	
175	ABCD	104	Plafond	Platre	Peinture	0,27 (+/-0,28)	Non Dégradé	0	
176	ABCD	104	Plafond	Platre	Peinture	0,11 (+/-0,15)	Non Dégradé	0	
177	A	105	Limon	Bois	Vernis	0,03 (+/-0,09)	Non Dégradé	0	
178	A	105	Limon	Bois	Vernis	0,02 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	
179	A	106	Marches	Bois	Vernis	0,03 (+/-0,13)	Non Dégradé	0	
180	A	106	Marches	Bois	Vernis	0,13 (+/-0,35)	Non Dégradé	0	
181	A	107	Bati Fenetre	Bois	Sans	0,21 (+/-0,23)	Non Dégradé	0	
182	A	107	Bati Fenetre	Bois	Sans	0,18 (+/-0,21)	Non Dégradé	0	
183	A	108	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0,23 (+/-0,29)	Non Dégradé	0	
184	A	108	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0,13 (+/-0,18)	Non Dégradé	0	
185	A	109	Fenetre Extérieur	Bois	Sans	0,19 (+/-0,23)	Non Dégradé	0	
186	A	109	Fenetre Extérieur	Bois	Sans	0,16 (+/-0,16)	Non Dégradé	0	
187	B	110	Bati Fenetre	Bois	Vernis	0,22 (+/-0,22)	Non Dégradé	0	
188	B	110	Bati Fenetre	Bois	Vernis	0,26 (+/-0,27)	Non Dégradé	0	
189	B	111	Fenetre Interieur	Bois	Vernis	0,17 (+/-0,19)	Non Dégradé	0	
190	B	111	Fenetre Interieur	Bois	Vernis	0,23 (+/-0,24)	Non Dégradé	0	
191	B	112	Fenetre Extérieur	Bois	Vernis	0,21 (+/-0,21)	Non Dégradé	0	
192	B	112	Fenetre Extérieur	Bois	Vernis	0,08 (+/-0,15)	Non Dégradé	0	
193	C	113	Bati Fenetre	Bois	Vernis	0,13 (+/-0,27)	Non Dégradé	0	
194	C	113	Bati Fenetre	Bois	Vernis	0,08 (+/-0,16)	Non Dégradé	0	
195	C	114	Fenetre Interieur	Bois	Vernis	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
196	C	114	Fenetre Interieur	Bois	Vernis	0,01 (+/-0,06)	Non Dégradé	0	
197	C	115	Fenetre Extérieur	Bois	Vernis	0,23 (+/-0,25)	Non Dégradé	0	
198	C	115	Fenetre Extérieur	Bois	Vernis	0,28 (+/-0,32)	Non Dégradé	0	
199	D	116	Bati Fenetre	Bois	Sans	0,28 (+/-0,32)	Non Dégradé	0	
200	D	116	Bati Fenetre	Bois	Sans	0,02 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	
201	D	117	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0,02 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	
202	D	117	Fenetre Interieur	Bois	Sans	0,07 (+/-0,18)	Non Dégradé	0	
203	D	118	Fenetre Extérieur	Bois	Sans	0,01 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
204	D	118	Fenetre Extérieur	Bois	Sans	0,09 (+/-0,24)	Non Dégradé	0	

## Annexe - Etage

Nombre d'unités de diagnostic : 17 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
205	A	119	Mur	Platre	Peinture	0,03 (+/-0,08)	Non Dégradé	0	
206	A	119	Mur	Platre	Peinture	0,02 (+/-0,08)	Non Dégradé	0	
207	B	120	Mur	Platre	Peinture	0,01 (+/-0,05)	Non Dégradé	0	
208	B	120	Mur	Platre	Peinture	0,03 (+/-0,11)	Non Dégradé	0	
209	C	121	Mur	Platre	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
210	C	121	Mur	Platre	Peinture	0,04 (+/-0,11)	Non Dégradé	0	
211	D	122	Mur	Platre	Peinture	0,07 (+/-0,15)	Non Dégradé	0	
212	D	122	Mur	Platre	Peinture	0,04 (+/-0,11)	Non Dégradé	0	
213	E	123	Mur	Platre	Peinture	0,03 (+/-0,08)	Non Dégradé	0	
214	E	123	Mur	Platre	Peinture	0,02 (+/-0,06)	Non Dégradé	0	
215	F	124	Mur	Platre	Peinture	0,04 (+/-0,13)	Non Dégradé	0	
216	F	124	Mur	Platre	Peinture	0,05 (+/-0,11)	Non Dégradé	0	
217	G	125	Mur	Platre	Peinture	0,02 (+/-0,06)	Non Dégradé	0	
218	G	125	Mur	Platre	Peinture	0,14 (+/-0,38)	Non Dégradé	0	
219	H	126	Mur	Platre	Peinture	0,01 (+/-0,05)	Non Dégradé	0	
220	H	126	Mur	Platre	Peinture	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
221	ABCDEFGH	127	Plafond	Bois	Peinture	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
222	ABCDEFGH	127	Plafond	Bois	Peinture	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
223	ABCDEFGH	128	Garde corps	Bois	Vernis	0,01 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
224	ABCDEFGH	128	Garde corps	Bois	Vernis	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	
-	A	129	Fenetre	Verre	Brut	-		NM	Pas de revêtement, substrat brut
225	B	130	Bati Fenetre	Bois	Vernis	0,02 (+/-0,08)	Non Dégradé	0	
226	B	130	Bati Fenetre	Bois	Vernis	0,01 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
227	B	131	Fenetre Interieur	Bois	Vernis	0 (+/-0,03)	Non Dégradé	0	
228	B	131	Fenetre Interieur	Bois	Vernis	0,02 (+/-0,09)	Non Dégradé	0	
229	B	132	Fenetre Extérieur	Bois	Vernis	0,01 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
230	B	132	Fenetre Extérieur	Bois	Vernis	0,03 (+/-0,08)	Non Dégradé	0	
231	D	133	Bati Fenetre	Bois	Vernis	0,05 (+/-0,14)	Non Dégradé	0	
232	D	133	Bati Fenetre	Bois	Vernis	0,14 (+/-0,39)	Non Dégradé	0	
233	D	134	Fenetre Interieur	Bois	Vernis	0,14 (+/-0,35)	Non Dégradé	0	
234	D	134	Fenetre Interieur	Bois	Vernis	0,03 (+/-0,08)	Non Dégradé	0	
235	D	135	Fenetre Extérieur	Bois	Vernis	0,09 (+/-0,23)	Non Dégradé	0	
236	D	135	Fenetre Extérieur	Bois	Vernis	0 (+/-0,02)	Non Dégradé	0	

## Annexe - WC

Nombre d'unités de diagnostic : 6 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

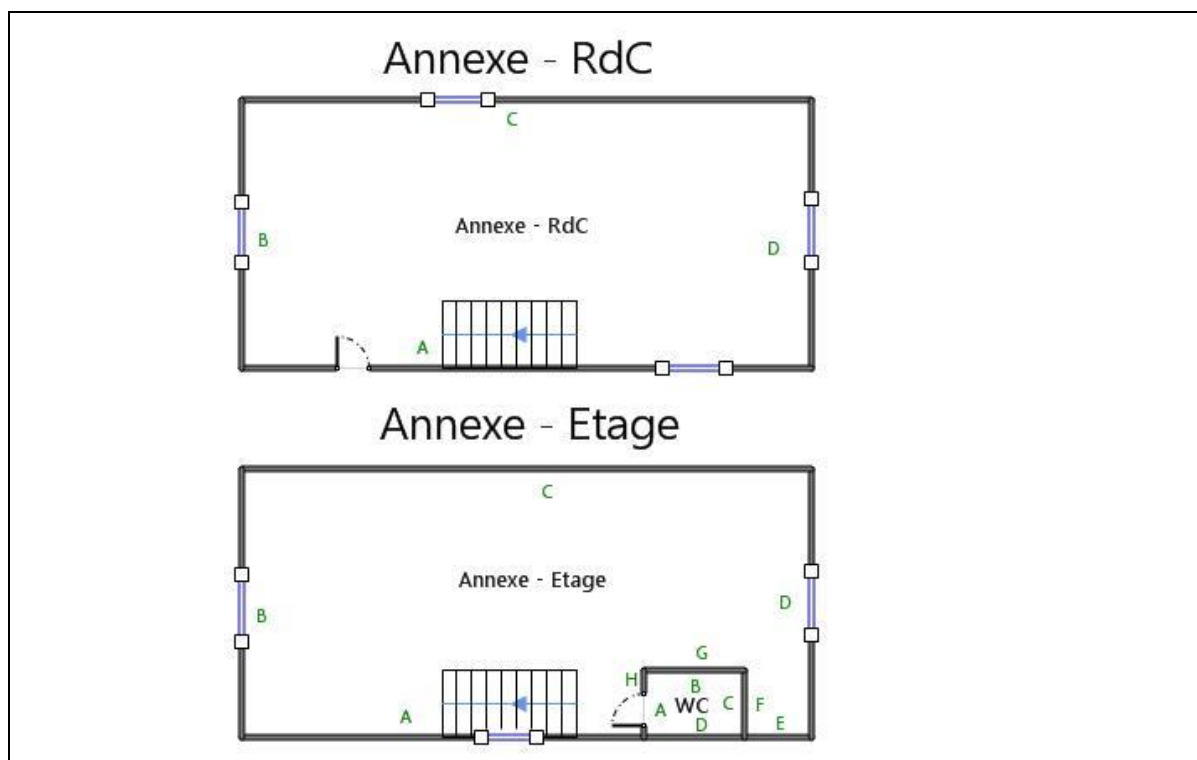
N°	Zone	Num UD	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
237	A	136	Porte Interieur	Bois	Vernis	0,01 (+/-0,04)	Non Dégradé	0	
238	A	136	Porte Interieur	Bois	Vernis	0,08 (+/-0,17)	Non Dégradé	0	
239	A	137	Porte Exterieur	Bois	Vernis	0,07 (+/-0,14)	Non Dégradé	0	
240	A	137	Porte Exterieur	Bois	Vernis	0,05 (+/-0,13)	Non Dégradé	0	
241	B	138	Mur	Platre	Peinture	0,06 (+/-0,15)	Non Dégradé	0	
242	B	138	Mur	Platre	Peinture	0,04 (+/-0,09)	Non Dégradé	0	
243	C	139	Mur	Platre	Peinture	0,21 (+/-0,49)	Non Dégradé	0	
244	C	139	Mur	Platre	Peinture	0,08 (+/-0,21)	Non Dégradé	0	
245	D	140	Mur	Platre	Peinture	0,05 (+/-0,11)	Non Dégradé	0	
246	D	140	Mur	Platre	Peinture	0,03 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	
247	ABCD	141	Plafond	Platre	Peinture	0,04 (+/-0,08)	Non Dégradé	0	
248	ABCD	141	Plafond	Platre	Peinture	0,02 (+/-0,07)	Non Dégradé	0	

NM : Non mesuré car l'unité de diagnostic n'est pas visée par la réglementation.

\* L'état de conservation sera, le cas échéant, complété par la nature de la dégradation.

Localisation des mesures sur croquis de repérage





## 6 Conclusion

### 6.1 Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	141	17	124	0	0	0
%	100	12 %	88 %	0 %	0 %	0 %

### 6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm<sup>2</sup> devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Lors de la présente mission il n'a pas été repéré de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

### 6.3 Commentaires

#### Constatations diverses :

Néant

#### Validité du constat :

Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à chaque mutation. Le présent constat sera joint à chaque mutation

## Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

## Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Société A.D.I Laurent CLAVIERE (04.77.28.63.93 .06

## 6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

(Au sens des articles 1 et 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

### Situations de risque de saturnisme infantile

NON	Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3
NON	L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3

### Situations de dégradation de bâti

NON	Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré
NON	Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce
NON	Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.

## 6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé

NON	Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique.
-----	--

En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement

Remarque : Néant

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par I.Cert - Parc Edonia - Bâtiment G Rue de la Terre Victoria 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)*

Fait à **Saint-Galmier**, le **11/06/2015**

Par : **Didier RIFFARD**





## 7 Obligations d'informations pour les propriétaires

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.»

### Article L1334-9 :

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

## 8 Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb

### 8.1 Textes de référence

#### **Code de la santé publique :**

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 07 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

#### **Code de la construction et de l'habitat :**

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

#### **Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :**

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;

- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

## 8.2 Ressources documentaires

### **Documents techniques :**

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, *Aide au choix d'une technique de traitement*, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 909 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

### **Sites Internet :**

- **Ministère chargé de la santé** (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) :  
<http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- **Ministère chargé du logement** :  
<http://www.logement.gouv.fr>
- **Agence nationale de l'habitat (ANAH)** :  
<http://www.anah.fr/> (fiche *Peintures au plomb* disponible, notamment)
- **Institut national de recherche et de sécurité (INRS)** :  
<http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

## 9 Annexes :

### 9.1 Notice d'Information

***Si le logement que vous vendez, achetez ou louez, comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.***

#### **Deux documents vous informent :**

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

#### **Les effets du plomb sur la santé**

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

#### **Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb**

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradés à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et la poussière ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

## **Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :**

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords des fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

## **En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions**

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent être parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

## **Si vous êtes enceinte :**

- **Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;**
- **Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb**

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

## **9.2 Illustrations**

## **9.3 Analyses chimiques du laboratoire**

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.

Niton Europe GmbH · Joseph-Dollinger-Bogen 9 · 80807 München · Germany

01.03.2011

## Maximum Usage Time for Cd-109 Sources in Thermo Scientific Niton XRF Analyzers

To Whom It May Concern

With regard to the instrument performance of Cd-109 isotope source based handheld Thermo Scientific Niton XRF analyzers designed for lead-in-paint applications we state the following:

Based on the established physical half-life of Cd-109 of 462.6 days, the maximum use for a Cd-109 source is determined by the minimum remaining activity for a useful analysis time with statistically acceptable signal-to-noise ratios, which is 75 MBq.

- **For an analyzer with a Cd-109 source with an initial activity of 370 MBq this limit is reached after 36 months.**
- **For an analyzer with a Cd-109 source with an initial activity of 1480 MBq this limit is reached after 64 months.**

These limits are independent of the actual use of the instrument. The clock for the decay of the source starts with the assembly of the source. With the decay of the source the actual analysis time necessary to acquire meaningful analytical data increases at least proportionally. Towards the end of the life for the source the signal-to-noise ratio decreases even further because the electronic noise sources become more dominant. At an activity below 75 MBq the required analysis times increase to levels which render the instrument impractical for the application. At very low activities also other sources of error diminish the precision and accuracy of the results.

The stated maximum usage times of 36 (370 MBq source) and 64 months (1480 MBq source) prior to the inevitable resourcing are simply based on physical constants and laws. Past those usage periods the units become practically useless within only few weeks. The maximum re-sourcing intervals should therefore be scheduled to not exceed those maximum periods to ensure the optimum duty cycle within proper performance characteristics the analyzer.

Assuming that an analysis is performed with a Niton analyzer on a sample containing 1 mg/cm<sup>2</sup> of lead, we state the following:

Beyond the time limits stated above (i.e.: 36 months or 64 months depending on the initial activity of the source), we cannot guarantee that the analysis described above can be performed with an error smaller than +/- 0.1 mg/cm<sup>2</sup> with a confidence interval of 95% (2σ).

Sincerely

Dr. Björn Klaue  
General Manager  
Director Technical Support and Applications  
Radiation Safety Officer



**Niton Europe GmbH**  
Joseph-Dollinger-Bogen 9 · D-80807 München  
Tel. +49-89-36 81 38 0 · Fax +49-89-36 81 38 30  
E-mail: europe@niton.com

**Traduction du document ThermoFisher Scientific du 1<sup>er</sup> mars 2011 signé par Dr. Björn Klaue**

Usage maximal des sources Cd-109 dans les analyseurs de fluorescence X portables Niton

A qui de droit,

Considérant les performances des analyseurs de fluorescence X portables Thermo Scientific Niton pourvus d'une source isotopique Cd-109 conçus pour l'analyse du plomb dans la peinture nous actons les points suivants :

Basée sur la période radioactive du Cd-109 établie par la physique à 462,6 jours, l'utilisation maximale d'une source Cd-109 est déterminée par l'activité résiduelle minimale pour une durée d'analyse utile avec des ratios signal/bruit statistiquement acceptables, soit **75 MBq**.

- **Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de 370 MBq cette valeur limite est atteinte après 36 mois.**
- **Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de 1480 MBq cette valeur limite est atteinte après 64 mois.**

Ces durées limites sont indépendantes de l'utilisation réelle de l'analyseur. L'horloge de décroissance de la source démarre dès l'assemblage de celle-ci. Avec la décroissance de la source le temps d'analyse effectif nécessaire pour acquérir des données analytiques pertinentes augmente au moins proportionnellement. Vers la fin de vie de la source le rapport signal sur bruit décroît même plus vite car le bruit électronique devient prédominant. Avec une activité inférieure à 75 MBq les temps d'analyse nécessaires augmentent dans des proportions telles qu'ils rendent l'instrument impropre à son utilisation. Aux très basses activités d'autres sources d'erreur diminuent la précision et la justesse des résultats.

Ces durées d'utilisation maximales de 36 (source 370 MBq) et 64 mois (source 1480 MBq) avant un inévitable remplacement de la source sont simplement basées sur des lois et des constantes physiques. Au-delà de ces durées les appareils deviennent pratiquement inutilisables en seulement quelques semaines. Les intervalles maximaux de remplacement de source devraient par conséquent être programmés de façon à ne pas excéder ces durées afin que le cycle d'utilisation soit optimal avec de bonnes performances de l'analyseur.

Si l'on considère une analyse réalisée avec un analyseur Niton sur un échantillon contenant 1 mg/cm<sup>2</sup> de plomb nous statuons que :

Au-delà des durées limites mentionnées précédemment (soit 36 ou 64 mois selon l'activité initiale de la source) nous ne pouvons garantir que l'analyse définie ci-dessus puisse être réalisée avec une erreur inférieure à  $\pm 0,1$  mg/cm<sup>2</sup> dans un intervalle de confiance de 95% ( $2\sigma$ ).

**Mr Gilles LOUIS**  
**Agent Général ALLIANZ**  
6 rue de Lyon  
42210 MONTROND LES BAINS

Tél. : 04 77 54 46 99  
Fax : 04 77 94 65 60  
N° ORIAS : 07009042

M. RIFFARD Didier  
**Sas Rapports et Diagnostics**  
3 rue du Cloître  
42330 ST GALMIER

Montrond-les-Bains, le lundi 5 janvier 2015

**ATTESTATION**

La Compagnie ALLIANZ, dont le siège social est sis : 87 rue de Richelieu 75002 PARIS, atteste que :

M. RIFFARD Didier

Est titulaire d'un contrat Allianz Actif Pro souscrit auprès d'elle sous le n° **53221493**.

Ce contrat a pour objet :

- satisfaire aux obligations d'assurance édictées aux articles L.27166 et R.27161 du Code de la Construction et de l'habitation,
- garantir l'Assuré à hauteur de 500000 € par année d'assurance et 300000 € par sinistre contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

**Diagnostic technique immobilier réalisant les diagnostics suivants : amiante, plomb, risques naturels et technologiques, électricité, gaz, performance énergétique, mesurage carrez, loi SRU, états des lieux.**

La présente attestation est valable, sous réserves du paiement des cotisations, du 01/01/2015 au 31/12/2015.

Elle ne saurait engager la Compagnie au-delà des conditions de garanties et des montants fixés au contrat auquel elle se réfère et n'implique qu'une présomption de garantie conformément à l'article L.11263 du Code des Assurances.

Toute adjonction autre que les cachets et signature du Représentant de la Compagnie est réputée non écrite.

Votre Agent Général  
Gilles LOUIS



# CERTIFICAT DE COMPETENCES

## DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

N° CPDI 1210

Version03

Je soussigné  
Philippe TROYAUX,  
Directeur Général d'I.Cert,  
atteste que :

### **Monsieur Didier RIFFARD**

Est certifié(e) selon le référentiel dénommé Manuel de certification de personnes I.Cert pour la réalisation des missions suivantes :

*Amiante*

**Repérage et diagnostic amiante dans les immeubles bâtis**

Date d'effet : 22/10/2014, date d'expiration : 21/10/2019

*DPE*

**Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel**

Date d'effet : 25/11/2014, date d'expiration : 24/11/2019

*Electricité*

**Etat de l'installation intérieure électrique**

Date d'effet : 22/10/2014, date d'expiration : 21/10/2019

*Gaz*

**Etat de l'installation intérieure gaz**

Date d'effet : 22/10/2014, date d'expiration : 21/10/2019

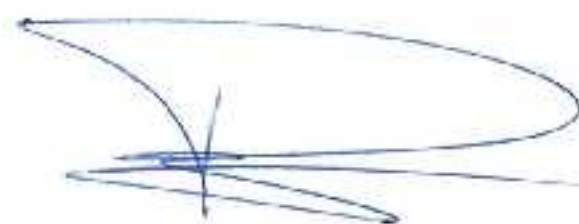
*Plomb*

**Plomb: Constat du risque d'exposition au plomb**

Date d'effet : 25/11/2014, date d'expiration : 24/11/2019

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Edité à Saint-Grégoire  
Le 06/10/2014



# Etat des risques naturels, miniers et technologiques

en application des articles L 125 - 5 et R 125 - 26 du code de l'environnement

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 2014059-0038

du 28/02/2014

mis à jour le N/a

## informations relatives au bien immobilier (bâti ou non bâti)

2. Adresse commune code postal

FOND SATIN

69490 SAINT-FORGEUX

3. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn **prescrit**

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn **appliqué par anticipation**

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn **approuvé**

oui ☐

non ☒

Les risques naturels pris en compte sont :

Inondation ☐

Crue torrentielle ☐

Mouvement de terrain ☐

Avalanche ☐

Sécheresse ☐

Cyclone ☐

Remontée de nappe ☐

Feux de forêt ☐

Séisme ☐

Volcan ☐

Autre

Extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR naturels

oui ☐

non ☐

si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés

oui ☐

non ☐

4. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers [PPR m]

en application de l'article L 174-5 du nouveau code minier

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **prescrit**

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **appliqué par anticipation**

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **approuvé**

oui ☐

non ☒

Les risques naturels pris en compte sont :

Mouvements de terrain ☐

Autre

Extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR miniers

oui ☐

non ☐

si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR miniers ont été réalisés

oui ☐

non ☐

5. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPRt]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt **prescrit** et non encore approuvé

oui ☐

non ☒

Si **oui**, les risques technologiques pris en compte dans l'arrêté de prescription sont liés à :

Effet thermique ☐

Effet de surpression ☐

Effet toxique ☐

Effet de projection ☐

Industriel ☐

L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPRt **approuvé**

oui ☐

non ☒

Extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRt

oui ☐

non ☐

si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPRt ont été réalisés

oui ☐

non ☐

6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et D 563-8-1 du code de l'environnement

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité

forte zone 5 ☐

moyenne zone 4 ☐

modérée zone 3 ☐

faible zone 2 ☒

très faible Zone 1 ☐

7. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle, minière ou technologique

en application de l'article L 125-5 (IV) du Code de l'environnement

L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente

oui ☐

non ☐

vendeur/bailleur – acquéreur/locataire

8. Vendeur - Bailleur Nom prénom

Mr et Mme FEVRIER JACQUES et COLLONGE  
CECILE

9. Acquéreur – Locataire Nom prénom

10. Date

à

SAINT-FORGEUX

le

06/06/2015

à payer la mention initiale

**Attention !** S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Article 125-5 (V) du Code de l'environnement

En cas de non-respect des obligations d'information du vendeur ou du bailleur, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix de vente ou de la location.



# Qui doit et comment remplir l'état des risques naturels et technologiques ?

Lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente d'un bien immobilier bâti ou non bâti

## Quelles sont les personnes concernées ?

• **Au terme des articles L. 125-5 et R 125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, de l'existence des risques auxquels ce bien est exposé.**

Un état des risques, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département au maire de la commune où est situé le bien, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

## Quand ?

• **Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :**

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application du code de l'environnement (article L. 562-2) ;
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit par le Préfet ;
4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R563-4 et D563-8-1 du code de l'environnement.

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble de parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

## Où consulter les documents de référence ?

- Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :
  - la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte ;
  - la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.
- L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :
  1. un ou plusieurs extraits des documents permettant de délimiter les zones de la commune exposées aux risques pris en compte ;
  2. une fiche permettant de préciser la nature et, dans la mesure du possible, l'intensité des risques dans chacune des zones et périmètres délimités par le plan prévention des risques naturels ou technologiques et dans les zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5.
- Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.
- L'arrêté est affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.
- Les arrêtés sont mis à jour :
  - lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles, ou approuvant un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou un plan de prévention des risques technologiques, ou approuvant la révision d'un de ces plans ;
  - lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune faisant l'objet d'un de ces plans.
- Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Certains peuvent être directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

## Qui établit l'état des risques ?

- L'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
- Cet état doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
- Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de co-location, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des colocataires.

## Quelles informations doivent figurer ?

- L'état des risques mentionne la sismicité et les risques naturels ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention et auxquels le bien est exposé. Cet état est accompagné des extraits des documents de référence permettant de localiser le bien au regard de ces risques.

## Comment remplir l'état des risques ?

- Il suffit de reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence : situation au regard du ou des plans de prévention, nature des risques encourus et sismicité locale.

## L'obligation d'information sur un dommage consécutif à une catastrophe naturelle ou technologique

- Dans le cas où la commune a fait l'objet d'un ou plusieurs arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique, et si le bien a fait l'objet d'une indemnisation particulière, il convient d'annexer au contrat une déclaration du ou des sinistres indemnisés et dont on a connaissance. Cette déclaration ne fait pas l'objet d'un imprimé particulier.

## La conservation de l'état des risques

- Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des risques daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail dont il est une composante.

**Pour en savoir plus, consultez [www.prim.net](http://www.prim.net)**

Ministère de l'écologie et du développement durable - 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP- standard 01 42 19 20 21  
[www.ecologie.gouv.fr](http://www.ecologie.gouv.fr)



Préfecture du Rhône

DDRRH - 2014

code postal 69490

Commune de SAINT FORGEUX

code Insee 69200

## Fiche communale d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques

pour l'application des L. de l'article L.125-5 du Code de l'environnement

### 1. Fiche communale annexée à l'arrêté préfectoral

arrêté n° 9490-5454 en date du 13 octobre 2013 mis à jour le 28 février 2014 par arrêté préfectoral n° 92014059 0038

#### 2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques [ PPR ]

2.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR : naturels ☒ miniers ☐ technologiques ☐ non ☐

Approuvé le 22 mai 2012  
Rectification d'erreur matérielle date 15 janvier 2014 alibi location (Brévine et Turdinet)  
Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :  
La note de présentation consultable sur Internet \* X  
Le règlement consultable sur Internet \* X  
Les documents graphiques consultable sur Internet \* X  
Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux oui X non

2.2 La commune est située dans le périmètre d'un PPR : naturels miniers technologiques non

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :  
consultable sur Internet \*  
Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux oui non

2.3 La commune est située dans le périmètre d'un PPR : naturels miniers technologiques non

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :  
consultable sur Internet \*  
consultable sur Internet \*  
consultable sur Internet \*  
Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux oui non

2.4 La commune est située dans le périmètre d'un PPR : naturels miniers technologiques non

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux  
Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux oui non  
Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :  
consultable sur Internet \*  
consultable sur Internet \*  
consultable sur Internet \*

2.5 La commune est située dans le périmètre d'un PPR : naturels miniers technologiques non

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :  
consultable sur Internet \*  
consultable sur Internet \*  
consultable sur Internet \*

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux		oui	non
2.6 La commune est située dans le périmètre d'un PPR	naturels	miniers	technologiques
date : _____		alés : T	
Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :			
		consultable sur Internet *	
		consultable sur Internet *	
		consultable sur Internet *	
Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux		oui	non
2.7 La commune est située dans le périmètre d'un PPR	naturels	miniers	technologiques
date : _____		alés : _____	
Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :			
		consultable sur Internet *	
		consultable sur Internet *	
		consultable sur Internet *	
Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux		oui	non
2.8 La commune est située dans le périmètre d'un PPR	naturels	miniers	technologiques
date : _____		alés : _____	
Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :			
		consultable sur Internet *	
		consultable sur Internet *	
		consultable sur Internet *	
Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux		oui	non
2.9 La commune est située dans le périmètre d'un PPR	naturels	miniers	technologiques
date : _____		alés : _____	
Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :			
		consultable sur Internet *	
		consultable sur Internet *	
		consultable sur Internet *	
Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux		oui	non

**3. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité**  
en application de l'article R 583-4 du code de l'environnement.

	Fort	Moyenne	Moderée	Faible	Très faible
La commune est située dans une zone de sismicité	zone 5	zone 4	zone 3	zone 2	Zone 1 *

\* Il n'existe aucune obligation réglementaire pour le niveau 1 de sismicité

Le document de référence mentionné à l'article R125-24 du Code de l'environnement est :

Article D 583-8-1 sur la répartition des communes entre les cinq zones de sismicité

consultable sur Internet \*

#### pièces jointes

#### 4. Cartographie

extraits de documents ou de plans ou permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus en application de l'article R15-26 du Code de l'environnement

Carte de l'emprise des territoires réglementés du PPR Ni dans le dossier communal d'information.

catastrophes naturelles

nombre :

catastrophes technologiques

nombre :

Pour le Préfet ou par délégation  
Le Directeur Départemental

Date : le 28 février 2014

est PRILLARD

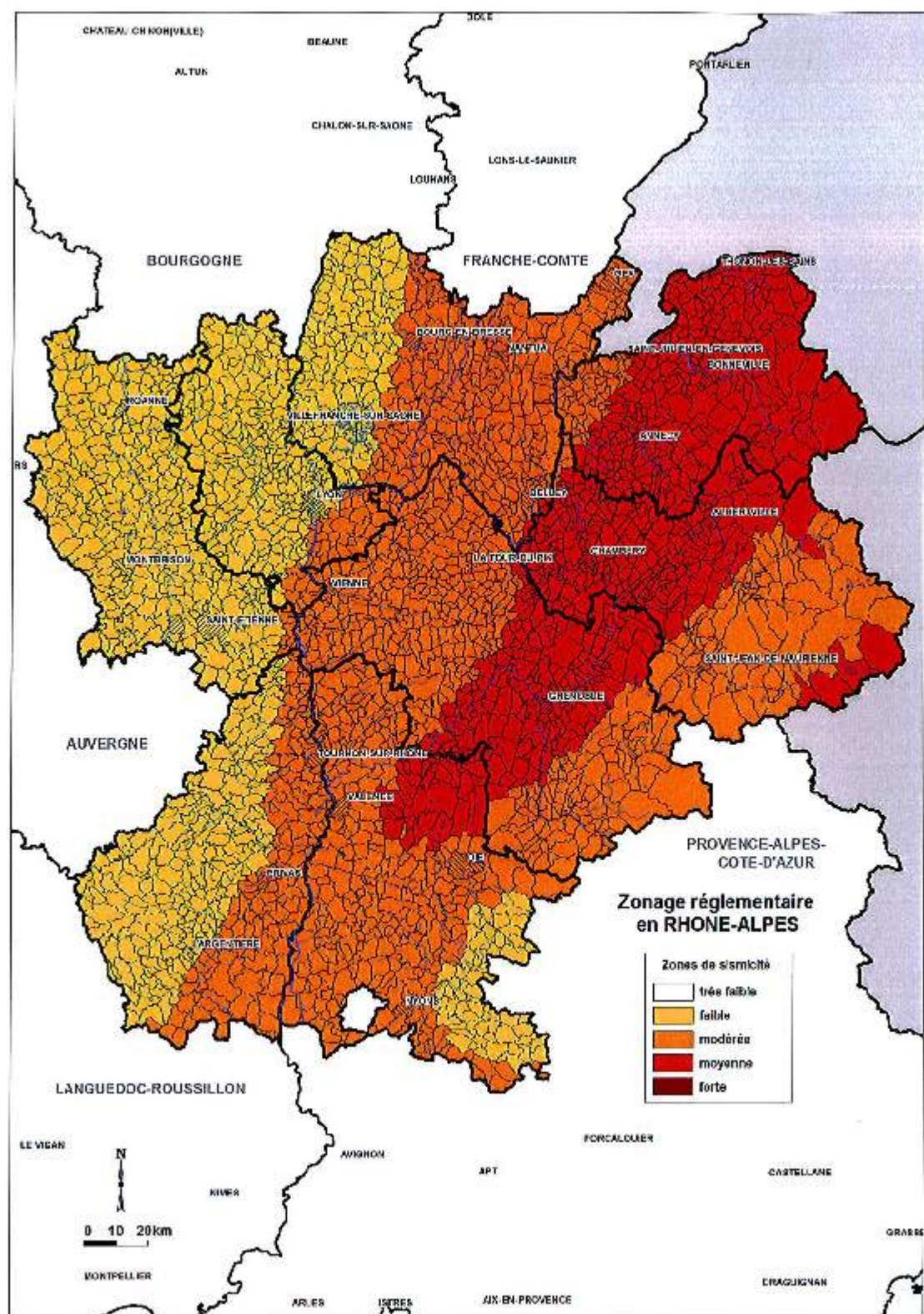
www.rhone.gouv.fr











## Carte PDF





PREFET DU RHÔNE

**Arrêté préfectoral n°2014059-0038**  
**relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques**  
**naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de SAINT FORGEUX**

*Le Préfet de la zone de défense sud-est,  
Préfet de la région Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 125-5 et R. 125-23 à R.125-27 ;  
VU les décrets n°2010-1254 et 2010-1255 en date du 22 octobre 2010 relatifs à prévention des risques sismiques et à la délimitation des zones de sismicité sur le territoire français ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2014057-0001 du 28 février 2014 modifiant l'arrêté préfectoral n°2006-1527 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;  
VU l'arrêté n°2009-5854 du 13 octobre 2009, n°2011-19211978 du 26 avril 2011 et n°2012143-0035 du 22 mai 2012 relatif au dossier communal d'information de la commune de SAINT FORGEUX ;

**SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Rhône**

**A R R E T E**

**Article 1**

En application des dispositions de l'article 3 de l'arrêté n°2006-1527 du 14 février 2006 modifié et suite à la rectification d'une erreur matérielle dans le plan de prévention des risques naturels d'inondation de la Brèvenne et de la Turdine par arrêté préfectoral n°2014010-0001 du 15 janvier 2014 sur les communes de SAINT BEI, L'ARRERESLE, LYBUX, FLORILLUX SUR L'ARRERESLE, MEYS, GRÉZIG, LE MARCIÉ, AVEIZE, SOUZY, SAINTE FOY L'ARCHEVÊQUE, SAINT GENIS L'ARCHEVÊQUE, BRUSTEU, SAINT LAURENT DU CHANOSSET, COURZIEU, BLESSINAY, CUYVINAY, SAVIGNY, CHÂTELLON D'AZEQUE, LOZANNE, JOUX, SAINT MARCEL D'ÉCLAIRÉ, TARARE, SAINT LOUP, PONTCHARRA SUR TURDINE, SAINT FORGEUX, SAINT ROMAIN DE POPEY, BULLY, SARCEY, BROSST, SAINT PIERRE LA PALLOU, SOURCIEUX LES MINES, LUNDON, ANCY, BRILLIGLES, MONTEUTHIER, SAINT JULIEN SUR BROSSE, HAUTE ROCHÉ, LES HALLER, DUERNE, MONTROMANT, LES OLIVES, VILLECHENÉVE, ATTOUX, LES SAUVAGES, VALSONNE, SAINT CRÉMENT SUR VALSONNE ET SAINT GERMAIN NEULLES, le dossier communal d'information qui regroupe les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques, destiné à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de SAINT FORGEUX, est remplacé par le dossier joint au présent arrêté.

## Article 2

Une copie du présent arrêté et du dossier d'informations est adressée à Monsieur le Maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie.

## Article 3

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Rhône, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Villefranche sur Saône, Monsieur le directeur départemental des territoires du Rhône et Monsieur le maire de SAINT FORGEUX, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Fait à Lyon, le 28 février 2014

Pour le Préfet et par délégation  
Le directeur départemental

JOEL PRILLIARD



ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **15/IMO/1371/CLA** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : FOND SATIN 69490 SAINT-FORGEUX.

Je soussigné, **CLAVIERE Laurent**, technicien diagnostiqueur pour la société **Accord Diagnostic Immobilier** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
DPE	CLAVIERE Laurent	QUALIXPERT	C1491	27/01/2020
Electricité	CLAVIERE Laurent	QUALIXPERT	C1491	27/01/2020
Gaz	CLAVIERE Laurent	QUALIXPERT	C1491	27/01/2020
Amiante	CLAVIERE Laurent	QUALIXPERT	C1491	05/01/2020

- Avoir souscrit à une assurance (ALLIANZ n° 020210359 valable jusqu'au 31/03/2015) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à PANISSIERES , le **06/06/2015**

Signature de l'opérateur de diagnostics :

**Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation**

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

**Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation**

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

**ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE**

La compagnie **Allianz** IARD certifie que l'Assuré désigné ci-après a souscrit pour son compte un contrat d'assurance de responsabilité civile.

**Assuré :** MR CLAVIERE ACCORD DIGNOSTIQUE IMMOBILIER  
1 PLACE DE LA LIBERTE  
42360 PANISSIERES

**Activités garanties :**

Diagnostic immobilier

DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

**Contrat n° :** 020210359

**Date de prise d'effet du contrat :** 01/04/2010

**Montant des garanties :** Voir page(s) suivante(s).

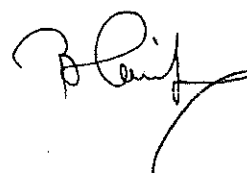
Ce contrat est établi pour une durée de un an, renouvelable par tacite reconduction, avec faculté de résiliation annuelle moyennant préavis de 60 jours avant l'échéance fixée au 01/04 de chaque année.

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur. Elle est délivrée pour la période du 01/04/2015 au 31/03/2016.

Elle ne peut engager l'Assureur en dehors des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Elle est valable sous réserve de l'encaissement effectif de la cotisation de la période pour laquelle elle est établie.

Fait à Paris, le 27/04/2015



Information du Souscripteur sur les dispositions de la Commission Nationale de l'Informatique et des libertés - CNIL :  
Les données nominatives sont traitées dans le respect de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée. Leur traitement est nécessaire à la gestion du contrat et de ses garanties. Elles sont destinées au courtier, à l'assureur, à ses mandataires et sous-traitants, aux réassureurs ainsi qu'aux organismes professionnels dans le cadre des dispositions légales et réglementaires. Le souscripteur dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition en s'adressant à [relationconsommateurs@allianz.fr](mailto:relationconsommateurs@allianz.fr) ou par courrier à :

Allianz  
Relation avec les consommateurs  
TSA 21017  
92099 LA DEFENSE CEDEX

Allianz IARD  
Entreprise régie par le Code des assurances  
Société anonyme au capital de 938 787 416 euros  
Siège social : 87 rue de Richelieu 75002 Paris  
542 110 291 RCS Paris



**Montant des garanties :** Les garanties sont accordées à concurrence des montants et sous réserve des franchises absolues suivantes.

RESPONSABILITE CIVILE	MONTANT DES GARANTIES	FRANCHISE PAR SINISTRE
<b>RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION</b> - Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou confondus <b>Dont</b> - Faute inexcusable de l'assuré ou d'un substitué dans la direction - Atteintes à l'environnement accidentelles - Dommages matériels et immatériels consécutifs <b>Dont</b> - Vols par les préposés - Dommages aux biens des préposés	7 M € par sinistre  1,5 M € par année d'assurance 0,4 M € par année d'assurance 1 M € par année d'assurance  30 000 € par sinistre 30 000 € par sinistre	Dommages corporels : Néant  Néant 300 € 300 €  300 € 300 €
<b>RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE</b> - Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus <b>Dont</b> - Détournement, biens confiés, reconstitution des supports informatiques	300 000 € par sinistre  maxi 500 000 € par année d'assurance  100 000 € par année	1 500 €  750 €

Information du Souscripteur sur les dispositions de la Commission Nationale de l'Informatique et des libertés - CNIL :  
Les données nominatives sont traitées dans le respect de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée. Leur traitement est nécessaire à la gestion du contrat et de ses garanties. Elles sont destinées au courtier, à l'assureur, à ses mandataires et sous-traitants, aux réassureurs ainsi qu'aux organismes professionnels dans le cadre des dispositions légales et réglementaires. Le souscripteur dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition en s'adressant à [relationconsommateurs@allianz.fr](mailto:relationconsommateurs@allianz.fr) ou par courrier à :

Allianz  
Relation avec les consommateurs  
TSA 21017  
92099 LA DEFENSE CEDEX

Allianz IARD  
Entreprise régie par le Code des assurances  
Société anonyme au capital de 938 787 416 euros  
Siège social : 87 rue de Richelieu 75002 Paris  
542 110 291 RCS Paris

**Certifié dans le cadre du processus de certification PR04  
et/ou du processus de recertification PR11 consultables sur  
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655  
titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre  
2006.**

**dans le(s) domaine(s) suivant(s) :**

<b>Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante</b>	<b>Certificat valable</b> <b>Du 06/01/2015</b> <b>au 05/01/2020</b>	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
<b>Etat des installations intérieures d'électricité</b>	<b>Certificat valable</b> <b>Du 28/01/2015</b> <b>au 27/01/2020</b>	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
<b>Diagnostic de performance énergétique individuel</b>	<b>Certificat valable</b> <b>Du 28/01/2015</b> <b>au 27/01/2020</b>	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
<b>Etat des installations intérieures de gaz</b>	<b>Certificat valable</b> <b>Du 28/01/2015</b> <b>au 27/01/2020</b>	Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.

**Date d'établissement le mercredi 28 janvier 2015**

**Marjorie ALBERT**  
**Directrice Administrative**

